

NON À L'ASPHYXIE DE L'ÉCOLE ! POUR UNE ÉCOLE DE LA RÉUSSITE POUR TOUS LES JEUNES !

Le gouvernement prétend s'occuper de la jeunesse, lutter contre le décrochage, mieux orienter les jeunes ? Sur le terrain, il ne fait que mettre en place un système qui exclut de plus en plus de jeunes de l'école, et notamment du lycée.

PLUS DE 60000 POSTES DE PROFS SUPPRIMÉS DEPUIS 2003 !

Sourd aux demandes répétées des parents des élèves et des personnels, le gouvernement s'apprête à supprimer 16000 postes à la rentrée 2010.

Ces 16 000 suppressions vont venir s'ajouter aux 45000 déjà subies depuis 2003. Ce sont les élèves qui en font les frais !



- Combien d'élèves sans affectation à cette rentrée ? combien affectés dans une filière qu'ils n'ont pas choisie ?
- Combien d'élèves sans prof pour faire cours parce qu'on supprime massivement les postes de remplaçants ?
- Combien de cours non dédoublés par mesure d'économie ?
- Comment travailler à 35 (ou plus !) en seconde ? comment approfondir l'apprentissage des langues par exemple comme l'annonce le ministre dans de telles conditions ?

A l'heure où le discours gouvernemental assure être attaché à une éducation pour tous fondée sur l'égalité des chances, à une plus grande place faite aux besoins des élèves en matière de soutien ou d'orientation, le ministre fait exactement le contraire. Il dégrade les conditions de travail des élèves et des enseignants et rejette hors du temps de la classe (accompagnement, stages, cours privés pour ceux qui le peuvent) ce que l'école ne peut plus faire par manque d'heures et de moyens.

Supprimer des postes, fermer des classes, autant d'« économies » qui coûtent cher aux élèves et qu'ils subissent au quotidien. Pourtant les besoins existent et le recours massif aux professeurs contractuels pour cacher la pénurie en est la preuve. Faire de la réussite de tous partout sur le territoire doit être un objectif prioritaire du gouvernement. C'est avant tout un choix de société qu'il est urgent de faire valoir.

PROJET DE RÉFORME DES LYCÉES LE MINISTRE DOIT REVOIR SA COPIE



Cette politique de suppression de postes s'accompagne d'un projet de réforme du lycée avancé là encore au mépris des demandes des parents, des élèves et des personnels exprimées clairement l'an dernier. Ce projet, que le gouvernement veut imposer pour la rentrée 2010 ne règle en rien les problèmes du lycée :

- Comment justifier que le « soutien obligatoire » ou accompagnement soit pris sur les horaires des élèves aux dépens des dispositifs d'aide ou des modules où les élèves sont en plus petits effectifs et travaillent mieux ?
- Comment expliquer que l'on fasse de l'accompagnement dans l'orientation une priorité mais que le gouvernement organise la disparition des conseillers d'orientation dans les établissements ?
- Comment expliquer qu'une réforme des lycées, prévues pour « pallier les difficultés » des lycéens prévoie une réduction des horaires des élèves sans se préoccuper du programme et des contenus enseignés ?

Alors que l'on surcharge les classes, qu'on veut réduire les horaires de cours, on met en place des dispositifs d'accompagnement censés aider les élèves au lieu de s'attacher à améliorer le fonctionnement des classes en dédoublant les effectifs, en proposant d'autres conditions de travail pour chacun.

Enfin la volonté affichée de rendre plus autonomes les établissements dans la gestion des horaires ou de l'organisation de l'accompagnement, assortie d'une diminution de l'offre de formation ne garantiront plus une même éducation pour tous, sur tout le territoire. Est-ce ça l'égalité ?

L'ÉCOLE, LA POSTE, LES SERVICES PUBLICS : UN MÊME COMBAT

Cette volonté de casser le service public d'éducation est inacceptable. Pour une éducation publique pour tous, il faut faire entendre notre voix pour nous opposer aux projets du gouvernement et exiger une autre politique pour l'école.

La mobilisation récente pour la poste a montré que les citoyens étaient attachés à un service public de qualité et que l'action de tous pouvait peser dans les choix faits aujourd'hui.

**Le mardi 24 novembre,
nous sommes en grève pour exiger
une autre politique éducative
pour l'avenir de la jeunesse.**